

inébranlable et invariable à appliquer dans toute manœuvre : ne te permets jamais de fondre, de confondre ou d'entrelacer ton organisation de Parti avec celle d'un autre, si « amicale » que celle-ci soit aujourd'hui. Ne te permets, jamais de recourir à des démarches qui, directement ou indirectement, ouvertement ou en cachette, subordonnent ton Parti à d'autres partis ou à des organisations des autres classes, qui restreignent la liberté de ton agitation ou qui te rendent responsable, ne serait-ce qu'en partie de la ligne de conduite politique des autres partis. Ne te permets jamais de confondre tes éten-

dards avec les leurs et à plus forte raison, chose qui va sans dire, de l'agenouiller devant la bannière d'autrui. »

Aujourd'hui, après l'expérience du Congrès Barbusse, nous y introduisons encore une règle :

« On ne peut réaliser des accords qu'ouvertement, aux yeux des masses, de parti à parti, d'organisation à organisation. Ne te permets jamais de te servir d'entremetteurs douteux. Ne te permets pas de faire passer des arrangements diplomatiques avec des pacifistes bourgeois pour un front unique prolétarien. »

VII.— La lutte de classes à la lumière de la conjoncture

Si nous avons exigé avec insistance que l'on distingue entre le bonapartisme et le fascisme, ce n'est nullement par pédantisme théorique. Les termes servent à séparer les notions et les notions en politique servent à distinguer les forces réelles. L'écrasement du fascisme ne laisserait plus de place libre pour le bonapartisme et, on peut l'espérer, signifierait l'entrée directe dans la révolution socialiste. Mais le prolétariat n'est pas prêt pour la révolution. Les rapports entre la social-démocratie et le gouvernement bonapartiste d'une part, entre le bonapartisme et le fascisme d'autre part, déterminent, sans trancher les questions fondamentales, sur **quelles voies et à quel rythme** la lutte entre le prolétariat et la contre-révolution fasciste se préparera. Les contradictions entre Schleicher, Hitler et Wels rendent dans la situation donnée la victoire du fascisme plus difficile et ouvrent au parti communiste un crédit nouveau, le plus précieux de tous : un crédit de temps.

« Le fascisme arrivera au pouvoir par la voie froide », entendions-nous dire plus d'une fois par des théoriciens stalinien. Cette formule devait exprimer que les fascistes arriveraient au pouvoir légalement, pacifiquement, par coalition, sans avoir besoin d'un bouleversement ouvert. Les événements ont déjà réfuté ces pronostics. Le Gouvernement Papen est arrivé au pouvoir par un coup d'Etat et il le compléta par le coup d'Etat en Prusse. Même si l'on admet que la coalition entre les nazis et le parti du Centre renversera le gouvernement bonapartiste Papen par des méthodes « constitutionnelles », cela ne décide encore rien en soi et pour soi (1). Entre l'incorporation « pacifique » de Hitler au pouvoir et l'instauration du régime fasciste, il reste encore une grande distance. La coalition signifierait seulement une facilité pour le coup d'Etat, mais elle ne le remplacerait pas. A côté de l'abolition complète de la Constitution de Weimar

(1) Ecrit avant la dissolution du Reichstag (N. du T.).

subsisterait la tâche la plus importante : la suppression des organes de la démocratie prolétarienne. Que signifie, à ce point de vue, la « voie froide » ? Rien d'autre que l'absence de résistance de la part des ouvriers. Le coup d'Etat bonapartiste de Papen n'a réellement pas reçu de riposte. Le coup d'Etat fasciste de Hitler restera-t-il aussi sans riposte ? Précisément, c'est autour de cette question que tourne, consciemment ou inconsciemment, la prédiction sur la « voie froide ».

Si le P.C. avait représenté une force écrasante, et conduit le prolétariat immédiatement au pouvoir, toutes les contradictions dans le camp des possédants seraient momentanément effacées : fascistes, bonapartistes et démocrates seraient entrés dans un front unique contre la révolution prolétarienne. Mais il n'en est pas ainsi. La faiblesse du P.C. et le morcellement du prolétariat permettent aux classes possédantes et aux partis à leur service d'extérioriser encore leurs contradictions. Ce n'est qu'en s'appuyant sur ces contradictions que le P.C. pourra se renforcer.

Mais peut-être le fascisme, dans l'Allemagne hautement industrielle, ne se résoudra-t-il pas en général à faire valoir ses prétentions à tout le pouvoir. Sans doute, le prolétariat allemand est incontestablement plus nombreux et potentiellement plus fort que celui d'Italie. Bien qu'en Allemagne, le fascisme constitue un camp plus nombreux et plus organisé qu'à l'époque correspondante en Italie, la tâche de liquider le « marxisme » n'en doit pas moins sembler aux fascistes allemands difficile et risquée. En outre, il n'est pas exclu que le sommet politique culminant de Hitler soit déjà dépassé. La période trop prolongée de l'attente et la nouvelle barrière sur la route sous la forme du bonapartisme affaiblissent indubitablement le fascisme, renforcent ses frictions internes et peuvent considérablement diminuer sa pression. Mais ici nous abordons le domaine des tendances qui ne se laissent aucunement mesurer par avance. Seule la lutte réelle peut

répondre à ces questions. Compter par avance que le national-socialisme s'arrêtera inévitablement à mi-chemin serait d'une légèreté sans mesure.

La théorie de la « voie froide » développée jusqu'au bout ne vaut pas mieux que la théorie du « social-fascisme » : pour mieux dire, elle n'en représente que le revers. Dans les deux cas, on néglige complètement les contradictions entre les éléments constitutifs du camp ennemi. On efface les étapes successives du processus. On élimine tout à fait le P.C. Ce n'est pas en vain que le théoricien de la « voie froide », Hirsch, fit également le théoricien du social-fascisme.

La crise politique du pays se déroule sur la base de la crise économique. Mais l'économie n'est pas immuable. Si, hier, nous étions obligés de marquer l'accent sur le fait que la crise de conjoncture aggrave seulement la crise organique fondamentale du système capitaliste, aujourd'hui nous devons rappeler que la décadence générale du capitalisme n'exclut pas les oscillations de la conjoncture. La crise actuelle ne durera pas éternellement. Les espérances du monde capitaliste d'un tournant de conjoncture sont extrêmement exagérées, mais elles ne sont pas dénuées de fondement. On doit intégrer la question de la lutte des forces politiques dans la perspective économique. Le programme de Papen rend cela d'autant plus pressant que lui-même part d'une proche conjoncture ascendante.

La montée industrielle entre visiblement en scène pour chacun, dès qu'elle s'exprime sous la forme d'échanges croissants de marchandises, de production plus élevée, d'un plus grand nombre d'ouvriers employés. Mais la chose ne commence pas par cela. Des processus préparatoires dans le domaine de la circulation monétaire et du crédit précèdent l'essor. Les capitaux placés dans des entreprises et des branches de l'économie non rentables doivent se libérer et prendre la forme d'argent liquide qui cherche à s'établir. Le marché, libéré de ses dépôts de graisse, de ses tumeurs et de ses bosses, doit présenter une demande réelle. Les entreprises doivent gagner de la « confiance » envers le marché et entre elles. De son côté, la « confiance » dont la presse mondiale parle tant doit recevoir un stimulant des facteurs non seulement économiques, mais politiques (réparations, dettes de guerre, désarmement-armement, etc...).

Une croissance des échanges de marchandises, de la production, du nombre des ouvriers employés ne se remarque encore nulle part ; au contraire, le déclin se poursuit. En ce qui concerne les procès préparatoires d'un changement de la conjoncture, ils ont rempli manifestement la partie principale des tâches qui leur incombent. Beaucoup d'indices permettent d'admettre réellement que le moment du changement de conjoncture s'est rapproché ; s'il n'est pas immédiatement imminent.

Telle est l'appréciation, vue à l'échelle mondiale.

Cependant, on doit établir une distinction entre les pays créditeurs (Etats-Unis, Angleterre, France) et les pays débiteurs, ou plus exactement les pays qui ont fait faillite ; la première place dans le second groupe est occupée par l'Allemagne. L'Allemagne ne possède aucun capital liquide. Son économie ne peut recevoir d'impulsion que par un afflux de capital de l'extérieur. Mais un pays qui est hors d'état de payer ses anciennes dettes ne reçoit pas d'emprunts. En tout cas, les créanciers avant d'ouvrir leur bourse, doivent se persuader que l'Allemagne est à nouveau en état d'exporter pour une somme supérieure à ce qu'elle doit importer : la différence doit servir à couvrir les dettes. La demande de marchandises allemandes est à attendre principalement des nations agraires, avant tout du sud-est de l'Europe. Mais les pays agraires dépendent, de leur côté, de la demande de matières premières et de produits alimentaires des pays industriels. L'Allemagne sera, par conséquent, obligée d'attendre : le courant de vie devra d'abord traverser la chaîne de ses concurrents capitalistes et de ses partenaires agraires avant qu'il passe sur ses propres lignes.

Cependant, la bourgeoisie allemande ne peut pas attendre. La clique bonapartiste encore moins. Pendant qu'il promet de ne pas toucher à la stabilité de la monnaie, le gouvernement Papen commence par une inflation imposante. Avec des discours sur la renaissance du libéralisme économique, il prend sur lui la disposition administrative du cycle économique ; au nom de la liberté de l'initiative privée, il subordonne les contribuables directement aux entrepreneurs capitalistes.

L'axe autour duquel tourne le programme gouvernemental est l'espoir d'un tournant de conjoncture prochain. Si celui-ci ne se réalise pas à temps, alors les deux milliards s'évaporeront comme deux gouttes d'eau sur la plaque incandescente d'un foyer. Le plan de Papen a un caractère plus hasardeux et spéculatif — infiniment plus — que le jeu à la hausse qui s'engage actuellement à la Bourse de New-York. Les suites de l'échec du jeu bonapartiste seront toutefois beaucoup plus catastrophiques.

Le résultat le plus prochain et le plus sensible de l'écart entre les plans du gouvernement et le mouvement réel du marché consistera dans la baisse du mark. Les maux sociaux, augmentés par l'inflation, prendront un caractère insupportable. La faillite du programme économique de Papen exigera qu'il soit remplacé par un autre programme. Lequel ? Manifestement, celui du fascisme. Si l'on a une fois échoué à forcer la conjoncture par la thérapie bonapartiste, on devra tenter par la chirurgie fasciste. La social-démocratie, pendant ce temps, se donnera des airs de « gauche » et se décomposera. Le P.C., s'il ne s'en empêche pas lui-même,